

Croissance molle : crise capitaliste ou crise de la pensée économique ?

Une réponse à Jean-Paul Fitoussi

Thierry Pouch

Economiste

« Vient ensuite l'école humanitaire qui prend à coeur le mauvais côté des rapports de production actuels. Celle-ci cherche, par acquit de conscience, à pallier tant soit peu les contrastes réels ; elle déplore sincèrement la détresse du prolétariat, la concurrence effrénée des bourgeois entre eux-mêmes ; elle conseille aux ouvriers d'être sobres, de bien travailler et de faire peu d'enfants ; elle recommande aux bourgeois de mettre dans la production une ardeur réfléchie. Toute la théorie de cette école repose sur des distinctions interminables entre la théorie et la pratique, entre les principes et les résultats, entre l'idée et l'application, entre le contenu et la forme, entre l'errance et la réalité, entre le droit et le fait, entre le bon et le mauvais côté des choses ».

Karl Marx, La métaphysique de l'économie politique, in Misère de la philosophie, 1847. Nouvelle édition 1996, Ed. Payot.

Tout lecteur, averti, de la littérature économique aura constaté une raréfaction de la critique depuis plusieurs années, au profit d'une « pensée unique » louant le marché, vouant aux gémonies toute forme de rigidité economico-sociale et stérilisant le débat. Qu'un économiste comme JP. Fitoussi ait le courage de prendre la plume pour explicitement rappeler que l'ordre économique actuel, tel qu'il s'incarne dans la macro-économie des années 80-90, obscurcit l'horizon des sociétés et se subordonne la plupart des décisions prises, ou susceptibles d'être prises par le pouvoir politique, mérite d'être souligné tant son intervention dans le débat public reflète la volonté de ne pas se résigner à la pétrification de l'économie. En fustigeant la politique économique, il s'en prend également aux jugements des financiers, lesquels étranglent, selon lui, la dynamique économique et irriguent la montée du chômage. La mise au jour d'une riposte à l'arrogance des néo-libéraux est d'autant mieux accueillie qu'elle s'entoure de toutes les précautions scientifiques nécessaires à la diffusion du message et à sa crédibilité. De surcroît, si le courage de JP. Fitoussi est réel, il se situe aussi dans le processus d'affranchissement de la frontière weberienne qui sépare le savoir positif de la pensée normative.

Mais la soumission du discours du président de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) à des valeurs universelles (démocratie, société, progrès...), si elle ne peut que rencontrer un assentiment assez général auprès des rares économistes préoccupés aujourd'hui de voir la « science économique » s'écarter de la réalité au profit d'un certain scientisme, lequel contribue toujours davantage à la fermeture ontologique de la discipline, mais également auprès des politiques soucieux des risques d'explosion sociale que comporte la pratique actuelle de l'économie, laisse l'angle suffisamment ouvert pour que soit formulée une critique de la critique de la pensée unique. Ce texte se propose, par conséquent, de répondre à JP. Fitoussi et de procéder, comme il vient de le faire à propos de la croissance, à une anatomie de la pensée critique. Exercice redoutable pour qui connaît la rigueur scientifique de JP. Fitoussi, mais possible, à la fois, pour entretenir le débat et pour critiquer la perception périphérique qu'ont du capitalisme les économistes réunis autour de la critique de la pensée unique.

L'ombre de Keynes

Armé d'une connaissance de l'histoire de l'analyse économique, le lecteur aura reconnu, derrière les travaux de JP. Fitoussi, en particulier son ouvrage de 1995 et son article paru dans la revue de l'OFCE en octobre 1996, la figure emblématique de JM. Keynes. L'investissement de JP. Fitoussi dans la production d'une critique de la finance et du pouvoir exorbitant que détiennent les créanciers fait immanquablement penser au maître de Cambridge lorsque lui-même suggérait de réduire les effets destructeurs de la spéculation par un contrôle, sous forme de taxe, des transactions financières, idée reprise par R. Dornbusch et J. Tobin en 1978 et 1995. Sur le même plan, en rappelant que la politique économique est en mesure de peser significativement sur la dynamique de l'économie, le président de l'OFCE réhabilite le message de Keynes sur le rôle que peut jouer l'Etat, ainsi que l'expérience d'après-guerre l'a montré dans la plupart des pays industrialisés, ou avant-guerre aux Etats-Unis.

Toutefois, la position de JM. Keynes et, du même coup, de ses continuateurs, est particulièrement ambiguë. A travers le diagnostic que l'économiste anglais a fourni sur la nature de la crise des années trente, certains ont pu y voir une révolution paradigmatique en mesure de contrer l'hégémonie, usurpée pourrait-on dire, de l'économie néo-classique, laquelle révolution procura aux Nations les instruments pour stabiliser la conjoncture et faire disparaître les cycles. Outre le fait que les pratiques keynésiennes n'avaient que des effets induits comme le montre le mécanisme du multiplicateur et peu d'interférence avec la structure productive, il faut rappeler ici que le développement du keynésianisme, ainsi que le pense à juste titre Claude Ménard, ne fut possible que parce que les préceptes de Keynes n'entraient pas en contradiction avec le fonctionnement du capitalisme et que la fraction

la plus éclairée et progressiste des économistes anglais d'obédience néo-classique envisagea, avec la réussite que l'on connaît, de fusionner les deux approches de l'économie (Ménard, 1985). A relire les travaux, en particulier français, mais aussi américains, publiés durant les années cinquante et soixante, on constate aisément que la confiance excessive accordée à la régulation keynésienne provoqua une mise à l'écart de toute idée de crise économique, laquelle fut à l'époque le monopole des marxistes. La croyance dans l'efficacité d'une action de l'Etat propre à piloter et stabiliser l'activité économique, action s'appuyant sur la présence d'une haute fonction publique unifiée, se prolongea même pendant la crise avec, en France, les relances de 1975-76 et 1981-82. Pour le dire autrement, la science économique contemporaine analysait et analyse encore aujourd'hui les fluctuations plutôt que les crises. Le titre et le contenu de l'article de JP. Fitoussi sont, à cet égard, illustratifs de leur appartenance à la macroéconomie keynésienne, toujours plus encline à repérer l'origine des fluctuations et à chercher les instruments pour les surmonter. La résurgence de la théorie des cycles est, sur ce point, symptomatique. S'agit-il de dresser une « anatomie de la croissance molle » ou de rappeler que nous sommes face à une « grande crise capitaliste » pour reprendre l'expression de R. Boyer (Boyer, 1979) ? Il semble bien que JP. Fitoussi ne sorte pas des sentiers keynésiens et en reste, dans son analyse, au seuil, peut-être infranchissable, de la crise. Franchir ce seuil reviendrait, sans aucun doute, à reconnaître comme périphérique et limitée la politique économique, laquelle n'aurait qu'un rôle restreint dans la construction et/ou la transformation des relations sociales propres au capitalisme.

L'extériorité de la politique économique ne permet pas, par conséquent, la redéfinition du lien social. Il ne peut, de toute façon, en être autrement. Un détour par la sociologie de la connaissance s'avère indispensable pour mieux comprendre et évaluer le point de vue de JP. Fitoussi. Son travail émane d'un lieu institutionnel (OFCE mais également Institut d'études politiques où JP. Fitoussi enseigne) dans et par lequel il se définit et prend forme. Autrement dit, lorsque JP. Fitoussi tente de penser les rapports de l'économie et de l'Etat, il applique, reprend à son compte une pensée d'Etat qui produit, diffuse et même impose les idées de l'Etat, à travers l'enseignement de l'économie par exemple et stérilise ainsi toute tentative de subversion de la pensée économique. Si, à ce titre, JP. Fitoussi admet que le marché est en mesure d'assurer la dynamique de l'économie à la condition que ce processus s'accompagne d'un projet de société, il convient ici de lui indiquer que l'Etat contribue de façon déterminante à la construction de la réalité sociale, à l'aide des hauts fonctionnaires formés à l'Ecole nationale d'administration (ENA). Or on sait que la rhétorique et l'action de l'Etat en matière de politique économique se sont radicalement transformées durant la décennie quatre-vingt au profit d'une déconsidération de l'efficacité du keynésianisme (Théret, 1994). L'élite économique a su inculquer les catégories de pensée idoines et rendre possible la formation de ce conformisme économique que JP. Fitoussi déplore tout en participant à sa maturation. Aussi peut-on dire que la valorisation par JP. Fitoussi de l'intérêt général est trompeuse,

car s'il s'agit bien d'un discours dévoué au bien public découlant d'un économiste amené à réfléchir sur ce qu'est l'économie et sa mission dans la société, elle traduit aussi et surtout un point de vue différencié au sein même du champ bureaucratique. Plus précisément, c'est toujours lorsque le capitalisme entre dans une phase aiguë de la crise que l'Etat déclenche la réflexion critique sur les risques du tout marché, en raison de la question de la survie de ce système. Mais ce qu'occulte JP. Fitoussi, c'est le rôle de l'Etat en tant que mode d'exercice du pouvoir, que « technologie de pouvoir », ou que forme de « gouvernementalité » comme le disait Michel Foucault, en vue de la pacification du lien social. En cela, la critique de JP. Fitoussi manque sa cible car il ne suffit pas d'opposer keynésianisme et libéralisme, ni de déplorer les excès de la financiarisation des économies, mais de s'interroger sur les aspects que prennent ces « technologies particulières de gouvernement » que sont le libéralisme et sa dérivation, le keynésianisme (Foucault, 1989).

Il faut ajouter que, par rapport à cette double mutation de l'économique depuis quinze ans, à la fois rhétorique et pratique, la tentative du président de l'OFCE nous parvient bien tardivement. Les prémices de la libéralisation des marchés financiers, elle-même initiée par l'Etat, auraient pu inciter les économistes de l'OFCE, à n'en pas douter dotés de tout l'arsenal théorique et empirique qu'il convient d'avoir, à anticiper l'évolution de ce processus quant à ses répercussions sur la crise et le chômage.

Un travail d'archives sur les publications de l'OFCE, même superficiel, est révélateur de l'absence d'une telle opération d'anticipation sur la période de 84-94. De surcroît, les propos de JP. Fitoussi sur la formation de l'Union économique et monétaire et sur la « croissance molle » sont contradictoires, étant donné que l'une peut-être la conséquence de l'autre. Ce dernier point, pour particulier qu'il soit, montre à quel degré de schizophrénie sont parvenus les économistes. Le texte de Fitoussi traduit le profond malaise ressenti par la discipline, laquelle répond à une demande sociale de plus en plus forte et qui fait d'elle une discipline dominante mais soumise à la redoutable sanction du réel. Le cas du chômage, vis-à-vis duquel les économistes ne peuvent rien tant du point de vue analytique que pratique, en constitue un bel exemple. Le discours de JP. Fitoussi révèle, par ailleurs, une autre forme de malaise que l'on pourrait qualifier de déchéance du keynésianisme, ou si l'on préfère, de la macro-économie. Plus précisément, l'intervention du président de l'OFCE dans le débat public économique apparaît, selon nous, indissociable de la lutte à laquelle se livrent les économistes pour imposer une représentation de la réalité sociale et la prédominance aujourd'hui de la micro-économie dans le champ de la science économique entraîne une réaction des macro-économistes qui sont dans une position de conseillers déçus du Prince. Keynes est bien là, mais ce n'est qu'une ombre. Sous couvert de se préoccuper du délitement du lien social, JP. Fitoussi milite pour un sursaut de la macroéconomie.

Une économie non violente

L'autre particularité du texte de JP. Fitoussi est de mettre au jour les « rapports de force » constitutifs de la période actuelle. Qu'un économiste rappelle que l'économie de marché ne conduise pas à l'équilibre harmonieux décrit par la théorie néo-classique est heureux mais insuffisant. Ces rapports de force sont, de notre point de vue, le naturel du capitalisme. Bien plus, la violence inouïe et destructrice qu'engendrent les relations marchandes fut rarement étudiée. Sans parler de Marx, auteur sur lequel nous reviendrons, les réflexions fécondes de F. Perroux sur les liens de consubstantialité entre « pouvoir et économie », sont étrangement absentes du texte de Fitoussi comme de toute l'analyse économique contemporaine (Perroux, 1967).

JP. Fitoussi a raison de dire que les créanciers ont, depuis plus d'une décennie, subsumé sous leurs intérêts financiers les mécanismes de la production. Toutefois, ce constat comporte des limites, lesquelles empêchent l'auteur d'en tirer les conséquences. S'il est exact que désormais la préférence pour la liquidité régit fondamentalement le comportement des créanciers au détriment de la production, engendrant une élévation du chômage, il conviendrait également de comptabiliser les misères quotidiennes dans lesquelles sont insérés, parfois sans retour, les individus, ainsi que les humiliations dont est victime le monde du travail. Tout autant, rappeler que la « financiarisation-globalisation » des économies trouve son origine dans la remise en cause du cadre keynésien qui a accompagné la croissance d'après-guerre, remise en cause illustrant la recherche par les « entreprises-crédanciers » (qui sont souvent les deux faces d'une même médaille comme le pensent, à juste titre, (Chesnais, 1994 et Serfati, 1996), d'un éclatement du compromis keynésien afin de libérer les perspectives de profit (dénonciation des avantages salariaux et, surtout, dans la concurrence capitaliste, élimination de pans entiers de l'industrie). Ne serait-ce pas aujourd'hui le rôle du macroéconomiste que de dévoiler les rapports entre libéralisation des mouvements de capitaux et mode de production ?

Par conséquent, la violence des rapports économiques et sociaux dans le capitalisme est sans commune mesure avec ce que JP. Fitoussi nomme « rapport de forces ». Sur le plan de la violence de l'économie, la surprise du lecteur est intégrale lorsqu'il lit, dans l'article de JP. Fitoussi, la section intitulée « l'efficacité dynamique du système capitaliste ». On devrait motiver la « communauté » des économistes sur le thème de la sur ou sous-accumulation du capital car il n'est pas certain que l'on soit, comme le pense le président de l'OFCE, dans une situation de sous-accumulation. Sans parler des marxistes, les travaux d'Alain Barrère, éminent keynésien, ont souvent insisté sur le coût de « désinvestissement » suscité par une sur-accumulation de capital (Barrère, 1976).

La hausse du taux d'intérêt pourrait, de ce point de vue, être interprétée comme un moyen de liquider les secteurs économiques les moins performants dans une optique de restructuration de l'oligopole mondial.

Mais surtout, en tant que keynésien, JP. Fitoussi sous-estime, logiquement pourrait-on dire, les ressorts de l'accumulation. Le génie de Marx est précisément d'avoir analysé la contribution fondamentale du salariat au processus d'accumulation du capital, ce que se sont toujours refusé à faire les classiques anglais. Dire que « la production totale finit par échoir aux travailleurs puisque eux seuls bénéficient de son augmentation alors que les capitalistes ne jouent le rôle que d'un intermédiaire qui investit pour le compte des salariés (page 231) » relève d'une vision enchantée du capitalisme. Le but ultime de l'économie, comme le disait Marx dans les Manuscrits de 1844, est bien d'accroître la misère des hommes (« comme, d'après Smith, une société ne peut-être considérée comme heureuse quand la majorité de ses membres souffre, comme l'accumulation de la richesse de la société entraîne cette souffrance de la majorité et comme l'économie politique (la société de l'intérêt privé en général) conduit à cet état de richesse extrême, le malheur de la société est le but de l'économie politique » (Marx, 1972). On retrouve là le blanc théorique dans lequel se trouve l'analyse économique. La crise n'a pas de statut réel dans l'analyse contemporaine, non pas en raison des difficultés techniques que le travail de Marx renferme, mais bien en raison de critères idéologiques. Reconnaître la finalité de la crise (concentration-reclassement des capitaux, nouvelles règles de l'échange international conformes à la mutation du système productif, mise en chômage d'une fraction du salariat comme résultante de la reconversion de l'appareil de production elle-même instrument de pression sur les salariés...), n'est-ce pas admettre, ou tout du moins souscrire aux intuitions et à la justesse de la pensée de Marx? N'est-ce pas, par ailleurs, revenir à la question régulièrement étouffée de l'avenir du système capitaliste ?

L'économie et le progrès

Ce qui vient d'être dit conduit directement à l'idée que Marx n'est pas un auteur classique comme le prétend JP. Fitoussi. La singularité de Marx réside dans le fait qu'il n'était ni économiste, ni sociologue, ni même philosophe. L'écrivain allemand ne fut qu'un intellectuel engagé pour qui la réflexion scientifique était indissociable de la politique. Sa « critique de l'économie politique » avait pour objectif de montrer que les lois de l'économie n'ont rien de naturel et qu'elles dissimulent des rapports sociaux d'une grande violence. Il s'agissait d'une critique corrosive de l'illusion de la conscience spontanée des rapports capitalistes ce que n'est pas celle qu'élabore JP. Fitoussi. Capable de dresser des constats sur la gravité de la situation actuelle, par euphémisme dirions-nous, car ce n'est pas la situation actuelle qui est grave, mais bel et bien la crise qui s'est ouverte à la fin des années soixante (la résurgence de la théorie des cycles est elle-même limitée dans son projet car, comme le signale G. de Bernis, personne n'a démontré jusqu'à présent l'existence d'un point de retournement après la phase B d'un cycle (de Bernis, 1993), JP. Fitoussi ne peut en tirer les conséquences qu'il faudrait. Là est probablement la faiblesse du dispositif

de JP. Fitoussi : il ne s'agit pas d'une « croissance molle » mais d'une crise à partir de laquelle tout est possible.

En disant que la « démocratie de marché » doit œuvrer pour la création de mécanismes institutionnels aptes à réduire les inégalités (l'articulation de l'économie et du social étant, selon JP. Fitoussi, le lieu privilégié de la démocratie), JP. Fitoussi incarne la croyance en l'efficacité du capitalisme. Si nous avons souhaité nous appuyer sur Marx, c'est bien parce que, à l'opposé de K. Polanyi cité par JP. Fitoussi, la société ne s'est pas appropriée l'économie. Le travail de l'homme est de plus en plus dévalorisé et réduit à une simple marchandise, alors que le capital recherche les zones où il peut encore se valoriser et, en ce sens, les analyses pénétrantes de Michalet (1985), ou de Chesnais (*op. cit.*) éclairent la réelle signification du processus de mondialisation. Après Marx, Schumpeter a fourni des efforts redoutables pour penser l'avenir et les limites du capitalisme. Ces deux grands penseurs du capitalisme, et il n'y en eu pas d'autres, radicalement opposés sur les modalités d'une transition vers un autre régime sociétal, convergent sur quelques constats généraux : le capitalisme est un mode d'existence transitoire de la société — la logique de son développement contient des limites qui conduisent à son effondrement — le socialisme doit succéder au capitalisme (Schumpeter, 1951). Comment expliquer que ces penseurs ne soient désormais étudiés que dans un cours d'histoire de la pensée économique ? L'intérêt de la pensée allemande ou autrichienne, dans le cas de JA. Schumpeter, est précisément d'effectuer un travail dans lequel l'interrogation sur la nature profonde et non apparente de la société occidentale structure le discours, contrairement à la philosophie anglo-saxonne, prédominante aujourd'hui. L'économiste, sur ce point, gagnerait à renoncer à sa raison calculatrice faisant de lui davantage un ingénieur au service du Prince qu'un penseur, qu'un intellectuel engagé. On ne peut pas résister à la tentation de dire que la réflexion de JP. Fitoussi, sa croyance en la croissance et au progrès de la société par l'économie se situe à contre courant du constat dressé également par un autre grand penseur dont les travaux font écho aujourd'hui, Max Weber. La crise économique est l'expression la plus haute de celle de la culture européenne (Bouretz, 1996)¹. Autrement dit, les questions centrales ne sont pas posées par JP. Fitoussi. Il s'arc-boute sur l'idée que le capitalisme peut s'avérer meilleur par expropriation de ses effets pervers. En forçant le trait, on pourrait dire, à la suite de Marx s'attaquant à Proudhon dans *Misère de la philosophie*, que JP. Fitoussi est notre Proudhon. En

1. La présence simultanée dans ce texte de Michel Foucault, Max Weber et Karl Marx, serait de nature à susciter le doute tant ont été fortes les oppositions théoriques entre Weber et Marx et entre Foucault et Marx. Mais dans les deux cas, ces auteurs n'ont cessé de se poser des questions elles-mêmes formulées par Marx. Marx Weber fut, conformément à la sociologie allemande et, en particulier, avec F. Tönnies ou encore G. Simmel, persuadé que l'économie capitaliste reposait sur une permanence du changement social et de la crise des rapports sociaux. Quant à Michel Foucault, si ses travaux ont été ponctués par de violentes attaques contre Marx, on pense notamment à quelque passage de son ouvrage « Les mots et les choses » publié en 1966, il est admis que son oeuvre a constitué une interrogation constante à Marx, ne serait-ce que dans le but d'élargir la dimension critique dans laquelle Foucault s'était installé.

déplorant sincèrement la détresse des nouvelles victimes (chômeurs, pauvres, mais aussi l'Etat (?)), JP. Fitoussi se fait économiste « humanitaire » appliquant un « pansement sur une jambe de bois ». Nous maintenant dans le style métaphorique, s'il y a victimes, « l'économiste doit endosser l'habit du commissaire de police, ensuite celui du juge pour rechercher, puis juger, les coupables et les mettre hors d'état de nuire ». L'économiste qu'est JP. Fitoussi tente de convaincre que l'économie capitaliste a encore à nous offrir une perspective de progrès. Le texte dont il est question ici semble refléter une crainte légitime de voir se déchaîner la violence constitutive des sociétés en l'absence d'une nouvelle constitution économique, c'est-à-dire d'une figure supérieure d'autorité de nature à transcender l'incertitude du monde économique actuel. Contre cette violence, plusieurs solutions ont tenté de s'élever. Le militaire en fut une auxquelles a succédé le religieux. L'économie est la troisième. S'inspirant de G. Dumézil, Michel Serres rappelle que, dans l'histoire, ces solutions se sont usées et que la dernière en date, l'économique, s'est érodée plus rapidement que les deux autres (Serres, 1982). En existe-t-il une quatrième qui ne soit pas qu'une simple extension de l'économique ?

Pour conclure

En nous mettant en garde contre les risques encourus par la société de plus en plus exposée aux exigences et à l'arrogance des créanciers, JP. Fitoussi a cet énorme mérite de ne pas laisser la résignation s'installer. Souhaitons que son message se diffuse. Mais ce que nous avons voulu montrer c'est que l'analyse de JP. Fitoussi demeure à la périphérie des vraies questions. Elle sous-estime fortement les contradictions du capitalisme et, ce faisant, n'offre pas les moyens de comprendre la nature singulière de la crise actuelle. La suprématie des créanciers qu'il conviendrait de nommer, signifie un approfondissement du règne du capitalisme, règne indissociablement lié à la présence de facteurs qui concourent à l'aggravation de la crise. Aussi ne peut-on rien attendre de la politique économique puisque l'Etat participe à ce mouvement de généralisation des rapports capitalistes. Le travail de JP. Fitoussi se situe selon nous dans l'orthodoxie, mais sous la forme d'une production différenciée de cette orthodoxie. Cela n'est pas étranger au statut ambigu de Keynes dans l'histoire de l'analyse économique. Se réclamer de Keynes comme le fait le président de l'OFCE, n'est-ce pas montrer qu'on ne sort pas indemne des influences néo-classiques ? Réactiver la pensée critique en économie est certainement un exercice difficile mais possible. Difficile car il s'agit désormais de faire sortir l'économiste de son rôle d'expert afin de l'amener sur le terrain de la réflexivité, c'est-à-dire sur sa position dans la discipline, ses valeurs et l'inciter à réfléchir sur la société et non plus sur les moyens au service de cette société. Possible à partir d'une alliance avec d'autres disciplines. Mais exercice auquel les économistes sont de plus en plus mal préparés. L'hétérodoxie est insuffisante et doit laisser place à l'hérésie.

Références bibliographiques

- BARRÈRE A., 1976 : « La progression instable », Barrère A. (ed.), *Controverses sur le système keynésien*, Economica.
- BERNIS (de) G., 1993 : « L'incertitude est-elle compatible avec le cycle long ? », *Economies et Sociétés*, série F, tome XXVII, n° 7-8, juillet-août.
- BOURETZ P., 1996 : *Les promesses du monde. Philosophie de Max Weber*, Gallimard, Essais.
- BOYER R., 1979 : « La crise actuelle : une mise en perspective historique », *Critiques de l'économie politique*, n° 7-8, avril-septembre.
- CHESSNAIS F., 1994 : *La mondialisation du capital*, Syros, coll. Alternatives économiques.
- FITOUSSI J.-P., 1996 : « Anatomie de la croissance molle », *Observations et diagnostics économiques, Revue de l'OFCE*, n° 59, octobre.
- FOUCAULT M., 1989 : « Naissance de la biopolitique », *Résumés des cours*, Collège de France, 1970-82, Julliard.
- MARX K., 1972 : *Les manuscrits de 1844*, ed. Sociales pour la traduction Française.
- MÉNARD C., 1985 : « Le keynésianisme : naissance d'une illusion », *Economies et sociétés*, série HPE, n° 3, mars.
- MICHALET C.A., 1985 : *Le capitalisme mondial*, PUF, coll. Economie en liberté, seconde édition.
- PERROUX F., 1967 : *Pouvoir et économie*, Dunod.
- SCHUMPETER J.A., 1947 : *Capitalism, Socialism and Democracy*, G. Allen and Unwin Ltd, trad. française ed. Payot, 1951 et 1990.
- SERFATY C., 1996 : « Le rôle actif des groupes à dominante industrielle dans la financiarisation de l'économie », F. Chesnais (ed.), *La mondialisation financière*, Syros, coll. Alternatives économiques.
- SERRES M., 1982 : *Genèses*, Grasset.
- THÉRET B., 1994 : « Rhétorique économique et action politique. Le néolibéralisme comme fracture entre la finance et le social », P. Perrineau (ed.), *L'engagement politique*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.

